

B30775

No : L040033843.1

Déposé le : 29/04/2004

C

MENTION

C.Tarif : 818

CDD : 0



M

B30775

29/04/2004

L040033843.01

CASH 1122

Tarif : 818

R



[Signature]

Repris
N/A

Nom de la société:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT

Siège social:

LUXEMBOURG 1, Place de Metz

No du registre de Commerce : B30775

Le Bilan au 31.12.2003

enregistré à Luxembourg le *27 avril 2004*

référence: *AP 104737*

a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de

le *29 avril 2004*

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés

Associations

Luxembourg, le *29 avril 2004*

Signature:

[Signature]

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Réf.: B.04/718-JLU/CWA

Luxembourg, le 5 avril 2004

Registre de Commerce et des Sociétés

B30775

No : L040033843.2

Déposé le : 29/04/2004

C

C.Tarif : 818

CDD : 0

A la Direction de la
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
L-2954 LUXEMBOURG



Repris
N/A



B30775

29/04/2004

L040033843.02

CASH 1122 Tarif : 818 R

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à vos envois récents par lesquels vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 2003 de votre établissement destinés à la publication.

Par la présente, nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de vos comptes annuels au 31.12.2003 dans la forme proposée.

Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques.

Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au registre de commerce et des sociétés dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au registre de commerce et des sociétés de ces comptes.

Nous vous signalons encore que, conformément à l'article 52 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, vous ne pouvez faire état à des fins commerciales de la soumission de votre établissement à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

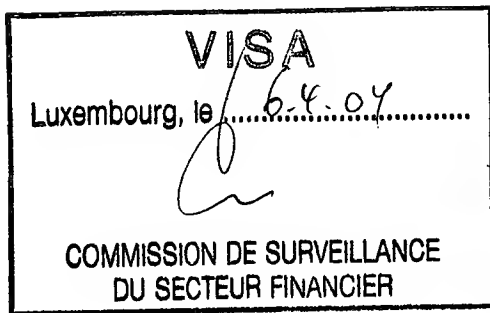
Veuillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Jean-Louis DUARTE
Attaché de direction

Arthur PHILIPPE
Directeur

17 - 02 - 2011



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes annuels 2003

17-02-2011



RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

L'année 2003 a été caractérisée par une conjoncture contrastée et un environnement économique difficile. La croissance économique dans l'ensemble de l'Union européenne (UE) et au Luxembourg a ralenti à respectivement 0,7% et 1,2%.

Depuis 2001, la place financière de Luxembourg traverse une phase de mutation marquée par l'absence d'une dynamique de croissance. Le secteur financier luxembourgeois est confronté en outre à de nombreuses nouveautés, dans les domaines fiscal (e.a. la déclaration libératoire unique en Belgique), prudentiel (gestion des risques) et de la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent (fonction de compliance).

Dans ce contexte toujours difficile, la Banque a réussi à développer le volume de ses affaires. La somme bilantaire s'est ainsi établie à 36.339 millions d'euros et a présenté une croissance de 0,9% sous l'effet positif des dépôts de la clientèle non-bancaire. Les dépôts du secteur public ont augmenté de 10,8%, ceux des personnes physiques de 6,2% et ceux des personnes morales de 14,0%.

La performance s'est particulièrement traduite au niveau de la profitabilité, reflétée par une croissance du résultat net de 7,5% à 68,9 millions d'euros et du cash-flow de 16,7% à 128,3 millions d'euros. Cette performance est principalement due à la hausse des activités de la Banque de détail et à un retour à la normale du résultat sur opérations financières (qui est passé de -38,7 millions d'euros en 2002 à +13,4 millions d'euros en 2003).

Les efforts de contraction des frais généraux ont également contribué à l'amélioration du résultat. Par ailleurs, le contrôle des risques a été renforcé à tous les niveaux de la Banque.

Les investissements dans les grands projets stratégiques, commerciaux, réglementaires et de gestion du risque ont été poursuivis et continuent d'être gérés par les nombreux groupes de travail et équipes-projets. C'est ainsi que la Banque prépare activement les grands chantiers réglementaires et organisationnels: normes comptables IFRS, introduction du précompte mobilier, accords de Bâle II, nouveaux systèmes et outils informatiques internes, ...

Forte progression du métier de banque classique

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'activité y a été très soutenue tant en ce qui concerne le volume (+23,2%) que le nombre de nouveaux prêts (+14,7%). Le montant moyen par prêt, qui connaissait déjà en 2002 une forte progression par rapport à 2001, a continué à grimper suite à la hausse des prix de l'immobilier.

Tout au long de l'exercice 2003, la Banque a poursuivi ses efforts particuliers dans le domaine du logement social. Les encours de financement au taux social (taux de 2,85% depuis le 1^{er} juillet 2003) se sont élevés à plus de 730 millions d'euros au 31 décembre 2003.

A noter encore que la BCEE a continué à développer ses activités d'épargne-logement en coopération avec BHW, qui consistent à proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant toute la durée du contrat.



Profitant d'un climat d'investissement en légère reprise, la Banque a pu développer son activité de prêts et avances aux entreprises. La qualité de ses services dans ce secteur a encore été améliorée grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique.

Après une période de stabilité en 2002, la Banque centrale européenne a relâché sa politique monétaire à partir de fin 2002 jusqu'au milieu de l'année 2003 (-0,25% en mars puis -0,5% en juin), ce qui a permis à la BCEE de faire profiter ses clients de taux plus avantageux.

Au passif, l'encours des dépôts d'épargne de la clientèle non-bancaire a affiché une progression très sensible (+6,1%) par rapport à l'exercice 2002. Cette progression est due, d'une part, à l'attrait de la gamme des produits d'épargne classique et, d'autre part, au niveau très bas des rendements sur le marché monétaire. A l'instar des années précédentes, la BCEE a multiplié ses efforts en vue de promouvoir le sens de l'épargne auprès des jeunes, tant par les fêtes d'épargne scolaire organisées avec l'aide du personnel enseignant et l'appui des autorités nationales et communales du pays que par les actions et manifestations spéciales du Knax-Club et du programme axness.

Le souci permanent de la BCEE d'améliorer la qualité de ses services lui a permis de consolider sa prééminence sur le marché de la clientèle nationale des particuliers. L'institut ILReS a, au cours de l'année, confirmé la forte popularité de la BCEE auprès de cette clientèle. Ainsi, la BCEE reste la première banque de la place financière de Luxembourg détenant une part de marché proche de 50% en tant que banque principale, loin devant tous ses concurrents, et entretenant une relation bancaire avec un peu plus de 70% de la population résidente luxembourgeoise.

En 2003, la BCEE a poursuivi avec succès le développement de la formule ZEBRA, le compte courant "all inclusive" lancé en 2001. Dans le cadre de l'harmonisation européenne en matière d'Eurotransferts, la BCEE a commercialisé une nouvelle formule "ZEBRA classic" offrant à la clientèle privée de nombreux services de base à des tarifs préférentiels. En outre, deux nouveaux packages "ZEBRA BUSINESS" et "ZEBRA BUSINESS Plus" répondant aux besoins spécifiques de la clientèle professionnelle ont été lancés. Au total, 40.000 clients ont déjà opté pour une formule ZEBRA.

Dans le cadre de la nouvelle tarification suite à l'harmonisation européenne des paiements, la Banque a offert à sa clientèle des particuliers la gratuité des 8 (12 pour les clients ZEBRA) premiers virements Eurotransfert par mois et ce, indépendamment du type de virement utilisé. De même, la gratuité a été maintenue pour un large éventail d'autres opérations, telles que les virements de faible montant (≤ 25 euros). Dans un souci permanent de satisfaction de sa clientèle, des conditions avantageuses ont été également offertes aux secteurs professionnel et public.

De façon générale, la BCEE a poursuivi sa stratégie multicanaux consistant, d'une part, à renforcer et à moderniser le réseau traditionnel des agences et, d'autre part, à encourager l'utilisation des services électroniques. C'est dans cette optique que la BCEE a complété S-net par l'ajout de nombreuses fonctionnalités. Le seuil des 50.000 clients S-net a été franchi en novembre 2003 et le nombre de virements effectués via S-net a doublé en un an. Ceci confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.

Fidèle à sa politique d'amélioration continue de la qualité de service au client, la Banque a poursuivi son projet ambitieux de refonte de sa chaîne des crédits nationaux en vue d'accélérer et d'automatiser les processus d'octroi et de gestion du crédit. Afin de répondre à la demande grandissante des clients de bénéficier d'une durée de remboursement plus longue sur leur prêt au logement, la Banque commercialise désormais des prêts à 30 ans avec une échéance finale pouvant aller jusqu'à l'âge de 65 ans.

17-02-2011

Des efforts considérables en matière de formation du personnel ont été menés en 2003. La Banque a organisé en tout quelque 4.800 jours de formation et a enregistré un total de 6.919 inscriptions à des cours, séminaires et conférences de sorte que 1.438 agents ont participé au moins à une action de formation.

La Banque a également continué à développer, au cours de l'exercice 2003, en commun avec La Luxembourgeoise S.A., la vente de produits d'assurance.



Léger repli du métier gestion d'avoirs

Les métiers fonds d'investissement et private banking ont connu un environnement contrasté en 2003. La première partie de l'année a été marquée par un contexte de marché défavorable. En revanche, la deuxième partie de l'année a montré des signes de redressement qui se sont confirmés et traduits par une reprise des transactions de la part de la clientèle. Si le nombre de transactions sur valeurs mobilières est en progression de 9% par rapport à l'année dernière, les revenus en provenance de la gestion d'avoirs ont néanmoins accusé un léger repli à cause du contexte boursier très difficile au premier semestre de l'exercice 2003.

Au cours de l'année, la Banque a développé plusieurs nouveaux produits structurés à destination de la clientèle institutionnelle et privée. Il est prévu de poursuivre les initiatives novatrices en matière de développement de produits structurés afin de répondre aux besoins spécifiques de notre clientèle.

L'activité des fonds d'investissement a renoué avec la croissance au 2^{ème} semestre 2003 et la Banque a développé l'activité de l'administration de fonds de pension sous la forme de sociétés d'épargne-pension à capital variable (Sepcav).

Au cours de l'exercice 2003, la Banque a lancé un nouveau compartiment de la sicav LUX -GARANTIE à capital garanti. L'investisseur profite de la performance positive des marchés boursiers et en cas d'évolution décevante de ces derniers, il est assuré de récupérer son capital à l'échéance.

La Banque a lancé, en 2003, le nouveau concept des "centres private banking" à plusieurs endroits du pays, complétant ainsi l'offre de services spécialisés aux épargnants. Ces nouvelles structures disposent d'un personnel hautement qualifié et offrent un cadre spécialement aménagé et équipé. De même, la Banque a lancé un nouveau produit de type package sous l'appellation "ActivInves" qui combine produits et services spécifiques à un prix attrayant.

Pour les activités de private banking, la BCEE a réussi à consolider ses positions en 2003 et à enregistrer une progression du nombre de ses clients de près de 5% par rapport à l'année précédente. En début d'année, l'acquisition du fonds de commerce de la succursale à Luxembourg de la Frankfurter Sparkasse a notamment permis d'accroître les avoirs sous gestion.

Consolidation du métier des activités internationales de marché

Sur le plan international, la BCEE a une nouvelle fois su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1, qui lui ont été confirmées par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier ses sources de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ont progressé de 12,1% pour s'établir au 31 décembre 2003 à 10.370 millions d'euros, contre 9.252 millions d'euros un an plus tôt.

Il convient également de relever les efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire, en même temps, les risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit. Le volume global des opérations liées aux cours de marché a progressé avec 46.985,7 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 45.751,6 millions d'euros un an plus tôt. Les swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 7.237,5 millions d'euros au 31 décembre 2003, progressent de 60,6%. Quant aux swaps d'intérêts, ils ont atteint un encours de 34.547,6 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 34.873,8 millions d'euros au 31 décembre 2002 (-0,9%).

Les résultats enregistrés pour les activités de marché sont restés satisfaisants, compte tenu de l'impact négatif de la baisse du dollar US vis-à-vis de l'euro.

La clientèle institutionnelle étrangère a également, en 2003, fortement contribué au financement de la BCEE, notamment au travers de la participation aux programmes d'euromedium term notes (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP). Ces trois programmes, dont la taille agrégée se monte à 13 milliards de dollars US, ont été largement utilisés.

La Banque a continué à restructurer son portefeuille de crédits internationaux et d'actifs titrisés de manière à améliorer le rating moyen. L'approche très sélective des nouveaux engagements, associée à la vente de certains actifs qui ne répondaient plus aux critères de qualité, a entraîné une réduction des engagements et a conduit la Banque à réaliser des moins-values sur certains de ces crédits. Le résultat a pu être maintenu au niveau satisfaisant de l'année précédente sans toutefois encore atteindre l'objectif fixé d'une rentabilité stable et prévisible, indépendamment des aléas conjoncturels et sectoriels.



Bâle II et la politique de contrôle des risques

Tout au long de l'exercice écoulé, la Banque a continué sa préparation à l'introduction des nouvelles règles de Bâle II et à la réforme de la gestion des risques. Alors que l'ancien ratio de capital appliqué pour les risques de crédit une pondération simple et forfaitaire, la nouvelle méthodologie dépendra directement de la qualité du débiteur mesurée par un rating interne ou externe. La Banque s'est dès lors dotée d'une structure-projet et a consacré d'importants efforts à la définition et à l'implémentation d'une méthodologie de rating telle que prévue par les textes de Bâle II.

La politique de contrôle des risques inhérents aux différents métiers occupe une fonction-clé dans la gestion de la Banque.

Les objectifs de la gestion des risques s'orientent selon les principes suivants:

1. Assurer la pérennité de l'établissement.
2. Procéder à une analyse combinée des performances et des risques y associés.
3. Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre leur facturation en fonction des différents risques identifiés.
4. Rééquilibrer les portefeuilles d'activités sur base des résultats et des effets de diversification au sein de ces portefeuilles.



D'une manière générale, une gestion saine des risques repose sur les principes de la séparation des fonctions et de la responsabilisation de tous les acteurs de la Banque en matière de suivi des procédures relevant du domaine du contrôle interne.

La responsabilité des systèmes de gestion des risques de marché et opérationnel incombe au service Risk Control. Dans le domaine du risque de crédit, ce même service assure la gestion a posteriori (suivi des encours et contrôle des limites), alors que la gestion a priori (analyse et proposition de limites) incombe aux services compétents dans les domaines interbancaire, corporate et retail.

L'importance accrue du suivi des risques est également soulignée par l'évolution de la réglementation prudentielle. Ainsi, la Banque sera notamment amenée à consentir des efforts importants pour assurer l'implémentation et le respect rigoureux des règles fixées en matière de techniques de mesure et de suivi des risques par les accords de Bâle II qui deviendront obligatoires à partir de l'exercice 2007.

Le présent chapitre est éclaté en 4 grandes catégories de risques: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du débiteur. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être approuvés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour environ 60% de l'encours, prêts au secteur public pour 10% de l'encours, prêts et avances aux entreprises pour 22% de l'encours et autres prêts et avances pour 8% de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de contrepartie est largement couvert par l'inscription hypothécaire et les déchets sont faibles. Le risque de contrepartie pour les prêts et avances au secteur public est très limité. En ce qui concerne les prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management, le rating externe, etc.

En ce qui concerne les crédits internationaux, la priorité est accordée aux engagements classés 'Investment Grade' sur des pays de l'OCDE. Un système de notation interne, basé sur des règles similaires à celles applicables aux établissements bancaires et financiers, est appliqué aux dossiers corporate qui ne disposent pas de rating officiel. Les lignes-pays sont fixées suivant analyse en provenance d'un service indépendant de l'activité commerciale. Un système de limites rigoureuses par secteur d'activité et par groupe de débiteurs est également d'application.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur la base d'analyses financières actualisées et de propositions de limites par contrepartie. Ainsi, la salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et aussi les limites de livraison ('settlement limit' et 'daily settlement limit'). Ces limites sont sujettes à une révision annuelle. Un reporting journalier sur le respect des limites est rédigé par le service Risk Control à l'attention du Comité de direction de la Banque.

En ce qui concerne plus particulièrement les instruments dérivés, la Banque a largement recours à l'application des contrats-types 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association Inc.) qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe 'CSA' (Credit Support Annex) des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations de hors-bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

Risque de marché

Les risques de marché proviennent des mouvements des taux d'intérêts, des cours de change, des prix ou de la volatilité des actions sur les marchés financiers. La Banque dispose d'un système de mesure et de maîtrise de ces risques, ainsi que d'un reporting régulier au Comité de direction.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue entre le risque de transformation, résultant de la différence de maturité entre les ressources et les réinvestissements, et les autres composantes du risque de marché, dont le risque de taux, le risque de change ou le risque sur actions.

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (Asset Liability Management) dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Celui-ci assure d'un côté la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne, et, de l'autre, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

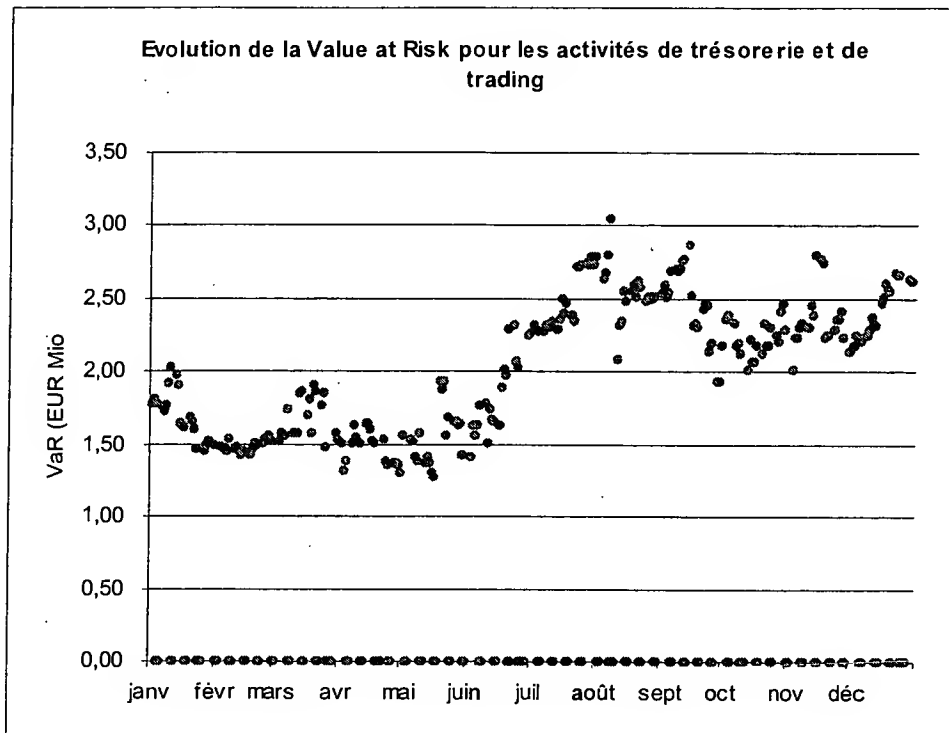
Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du trading en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système front-office et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque.

Au cours de l'année 2002, la Banque avait mis en place un système de "Value at Risk" (VaR) pour assurer la gestion des risques de marché. Ce système a été installé et implémenté au premier semestre 2002 et la mise en production s'est effectuée progressivement au deuxième semestre. Au cours de l'année 2003, l'implémentation a été finalisée avec l'intégration de la "Value at Risk" dans les systèmes de gestion des risques de marché pour les activités de trésorerie et de trading. Des limites et un système de backtesting ont été mis en place. L'audit externe du système "Value at Risk", commencé en 2002, a également été finalisé en 2003.

Le système est utilisé journalièrement pour évaluer la "Value at Risk" sur l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (trading, trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période de 1 jour avec un seuil de confiance de 99%, les séries temporelles ayant 365 jours.



Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR pour les activités de trésorerie et de trading de la Banque pour l'année 2003. En moyenne, la VaR était de 2,03 millions d'euros, ce qui correspond à une utilisation de la limite globale de 67,5%.



A côté de la "Value at Risk", qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou "Net Present Value") des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore "Basis Point Value" (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et stop-loss.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédent de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN, qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit 'intraday' et 'overnight' auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.



Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques, ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion des risques et de mieux pouvoir répondre aux futures exigences des nouveaux accords de Bâle, la Banque avait décidé en 2002 de renforcer le service Risk Control et de lui confier la mise en place des structures nécessaires à une bonne gestion des risques opérationnels, tels la revue de l'organisation des lignes métier, des processus et des procédures ou encore la modernisation de l'actuelle base de données des incidents internes. Ainsi, la Banque a décidé en 2003 l'acquisition d'un nouvel outil permettant d'une part la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et d'autre part la définition de plans d'auto-évaluation ("self-assessment") des risques opérationnels pour toutes les activités de la Banque.

Cette mesure est accompagnée d'un nombre de projets qui s'intègrent dans le cadre des structures de la gestion du risque opérationnel.

Ainsi, dans le domaine des activités internationales de marché, la Banque a poursuivi l'implémentation de son nouveau système de gestion des activités back-office qui est complètement interfacé avec le système front-office existant et qui permet d'assurer un traitement optimal et transparent de toutes les opérations pouvant faire intervenir différents instruments du bilan et du hors-bilan. L'implémentation de ce nouveau système se fait en étapes par type de produit. La phase 1, comprenant le marché du change et le marché monétaire, est passée en production au premier trimestre 2003. La mise en production de la phase 2, qui englobe les instruments dérivés et les titres, est planifiée au deuxième trimestre 2004. Le degré d'automatisation important et les nouvelles possibilités de contrôle que ce nouveau système permet de mettre en oeuvre serviront à réduire considérablement le risque opérationnel.

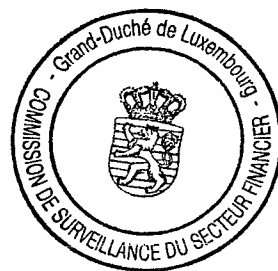
En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à limiter le nombre d'incidents. Ainsi, des efforts importants ont été consacrés en 2003 au renforcement des procédures et à la mise en place d'une unité spécialisée dans le suivi du risque opérationnel aux agences. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents relatifs à une défaillance humaine ou informatique et a établi des indicateurs de suivi de la fréquence, de l'importance, de la gravité ainsi que de la nature des incidents recensés. Ces indicateurs servent de détecteurs de faiblesses dans les systèmes de contrôle internes et sont à la base d'actions correctrices à implémenter pour enrayer la survenance d'un type d'incident déterminé.

Tout au long de l'année, au cours de nombreuses sessions de formation, les agents de la BCEE sont régulièrement sensibilisés aux techniques de blanchiment et de financement du terrorisme et aux obligations à respecter dans le cadre de la lutte contre ceux-ci. Dans ce cadre, un nouveau logiciel de détection des noms des personnes suspectes a été acquis et d'autres solutions plus perfectionnées encore sont à l'étude.

La BCEE s'est en outre toujours efforcée de traduire le plus rapidement et le plus précisément dans ses procédures les exigences et recommandations des autorités prudentielles en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, conformément à l'attitude proactive de la Banque envers l'ensemble des réglementations.

Afin d'être en mesure d'assurer la continuité des opérations dans le domaine informatique, la BCEE s'est dotée d'un 'Disaster Recovery Plan' (DRP). La Banque a lancé en 2003 le projet d'un 'Business Continuity Plan' (BCP) généralisé qui s'appuie sur les expériences acquises par le passé lors de l'établissement de BCP ponctuels destinés à répondre à des situations d'exception telles que l'introduction de l'euro ou le passage à l'an 2000. Les travaux réalisés en 2003 avaient pour but de déterminer les risques à couvrir, de définir les stratégies de repli et les processus critiques à couvrir et de rédiger les procédures BCP des services opérationnels inclus dans le plan de travail de 2003.

Finalement, la Banque a souscrit un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent principalement les domaines suivants: fraude, responsabilité civile du personnel, cyber security, sinistres et trading non autorisé.





Progression sensible de la rentabilité

Les résultats financiers de la Banque se sont nettement redressés après les baisses successives enregistrées en 2001 et 2002.

Ainsi, le produit net bancaire a enregistré une croissance de 10,2% à 343,6 millions d'euros par rapport à 2002. La marge nette d'intérêts a diminué légèrement à 247,6 millions d'euros (-4,7%) par rapport au niveau élevé de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le niveau historiquement bas des taux d'intérêts et la faiblesse du dollar US par rapport à l'euro. La diminution de la marge nette d'intérêts a été accentuée par le transfert partiel, en 2003, d'un poste d'intérêts vers la rubrique des commissions suite à l'affinement du plan de compte pour répondre aux exigences du calcul d'un taux annuel effectif global (TAEG) dans le cadre de l'accord européen sur un code de conduite volontaire relatif à l'information précontractuelle concernant les prêts au logement. Abstraction faite de ce transfert, la diminution de la marge nette d'intérêts aurait été moins prononcée. En revanche, la progression (+7,5%) des revenus nets de commissions, qui se sont établis à 60,2 millions d'euros, aurait été plus modeste.

Le redressement du résultat provenant d'opérations financières (de -38,7 millions d'euros en 2002 à +13,4 millions d'euros en 2003) est à la base de la progression de la rentabilité. En 2002, la Banque avait dû acter des moins-values substantielles sur son portefeuille titres, alors que la hausse des cours boursiers, à partir du deuxième trimestre 2003, a créé des plus-values non-réalisées importantes par rapport à la valeur comptable nette à la fin de l'exercice précédent. Fidèle à la politique de prudence, la Banque a appliqué le "Beibehaltungsprinzip" aux actifs de son portefeuille titres. La baisse des revenus sur valeurs mobilières, passant de 34.444,5 millions d'euros fin 2002 à 22.361,6 millions d'euros fin 2003 (-35,1%), s'explique par le paiement d'un dividende de La Luxembourgeoise S.A. non récurrent et exceptionnellement élevé en 2002.

Le résultat d'exploitation prenant en compte les autres produits et charges d'exploitation de la BCEE a progressé de 13,4% par rapport à l'année dernière, et se monte à 344,1 millions d'euros.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux à 1,3%. Les frais de personnel, qui en constituent la principale composante, ont été bien maîtrisés grâce à une réduction volontariste des postes de travail externes et au remplacement sélectif des départs en retraite. D'importants projets de reengineering et d'automatisation des processus ont contribué à encore améliorer la productivité au cours de l'année. La plus grande part d'économies a toutefois été réalisée grâce à la baisse de 6,4% des autres frais.

Conformément à sa politique de prudence, la Banque a constitué des corrections de valeur couvrant l'ensemble des risques auxquels elle s'est trouvée confrontée au cours de l'année, renforçant ainsi encore sa solidité financière. Ainsi, le fonds pour risques bancaires généraux a été doté de 12 millions d'euros au titre de l'exercice 2003.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2003, un bénéfice net en hausse de 4,8 millions d'euros (ou de 7,5%) s'établissant à 68,9 millions d'euros, contre 64,1 millions d'euros en 2002. De même, le cash flow progresse de 16,7% (+18,4 millions d'euros) et atteint 128,3 millions d'euros. Ces croissances sont représentatives de la dynamique commerciale, de l'amélioration de la productivité et de la progression des marchés boursiers au deuxième semestre 2003.

Grâce à ce résultat, la Banque a réussi à renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle

expansion du volume des affaires (ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2003: 14,75 % ; Tier 1 ratio : 9,82%). Une étude visant à évaluer les impacts des normes IFRS (International Financial Reporting Standards) a mis en évidence le renforcement important du ratio de solvabilité de la Banque en cas d'application de ces normes ainsi que des règles de Bâle II à partir de 2007.

Perspectives pour l'année 2004

Compte tenu des perspectives économiques plus favorables en 2004, la BCEE est confiante en sa capacité à développer ses activités de banque universelle.

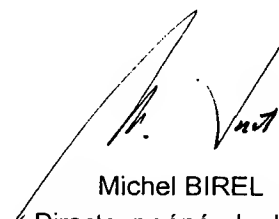
Conformément à son programme stratégique SPUERKEESS 2005, la BCEE va s'attacher à poursuivre la réalisation des grands projets, qui se situent notamment dans les domaines réglementaire (normes comptables internationales IFRS, nouvel accord de Bâle, introduction du précompte mobilier, ...), organisationnel et commercial.

L'amélioration de la qualité des prestations au client reste la préoccupation principale et prioritaire en 2004. La Banque compte ainsi relever les défis de la performance face à un nouvel environnement plus exigeant et contraignant.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 1er mars 2004

Pour le Comité de direction


Michel BIREL
Directeur général adjoint


Jean-Claude FINCK
Directeur général



Deloitte SA
 Audit, Tax, Consulting,
 Financial Advisory Services
 3, Route d'Arlon
 L-8009 Strassen
 B.P. 1173
 L-1011 Luxembourg

Tel: +352 451 451
 Fax: +352 451 452 401
 www.deloitte.lu

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

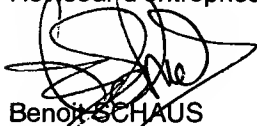
Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

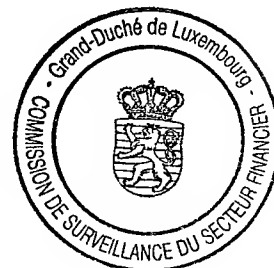
A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2003 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

DELOITTE S.A.
 Réviseur d'entreprises


 Benoît SCHAUS
 Partner


 Maurice LAM
 Partner



Le 1^{er} mars 2004

Audit • Tax • Consulting • Financial Advisory •

A member firm of
Deloitte Touche Tohmatsu

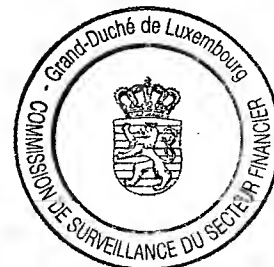
Société Anonyme
 RCS Luxembourg B 67.895
 Autorisation d'établissement: n° 88607

17-02-2011
 12

BILAN AU 31 DECEMBRE 2003 EN EUROS

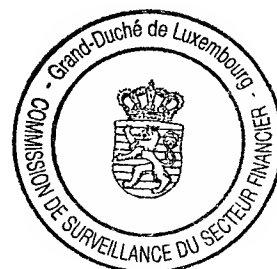
ACTIF	Notes ^(*)	2002	(en euros) 2003
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	770.900.093	1.148.301.414
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.1., 5.11.	4.357.058.434	4.488.529.720
a. effets publics et valeurs assimilées		4.357.058.434	4.488.529.720
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale		-	-
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.13.	12.327.544.293	11.472.099.664
a. à vue		2.434.639.686	374.209.410
b. autres créances		9.892.904.607	11.097.890.254
Créances sur la clientèle	5.1., 5.13	7.841.565.960	7.401.653.820
Opérations de crédit-bail	5.1.	41.610.727	42.761.299
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.9,	9.251.651.622	10.370.228.008
a. des émetteurs publics	5.13.	111.923.976	89.506.759
b. d'autres émetteurs		9.139.727.646	10.280.721.249
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	186.818.762	179.357.903
Participations	5.4., 5.8., 5.9.	82.550.723	81.495.514
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.8., 5.9.	6.694.177	6.787.809
Actifs corporels	5.6., 5.9.	254.644.882	240.027.746
Autres actifs	5.7.	250.254.948	272.650.538
Comptes de régularisation	5.10.	645.281.594	632.715.264
TOTAL ACTIF	5.14.	36.016.576.215	36.336.608.699
HORS-BILAN			
Passifs éventuels	7.1.	487.720.450	728.122.409
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		308.308.286	296.711.888

(*) les notes renvoient à l'annexe



PASSIF	Notes ^(*)	(en euros)	
		2002	2003
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	7.625.491.721	8.217.384.287
a. à vue		1.431.920.639	243.327.741
b. à terme ou à préavis		6.193.571.082	7.974.056.546
Dettes envers la clientèle:	6.1.	14.543.034.613	15.969.302.651
a. dépôts d'épargne		3.499.115.084	3.711.394.301
b. autres dettes à vue		2.568.026.787	2.522.374.823
à terme ou à préavis		8.475.892.742	9.735.533.527
Dettes représentées par un titre:	6.1	10.806.472.391	9.127.783.974
a. bons et obligations en circulation		1.009.338.518	607.671.072
b. autres		9.797.133.873	8.520.112.902
Autres passifs	6.2.	384.253.994	452.435.132
Comptes de régularisation	6.3.	664.440.727	536.770.397
Provisions pour risques et charges:		172.236.730	136.632.685
a. provisions pour impôts		52.825.212	3.612.698
b. autres provisions		119.411.518	133.019.987
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	686.022.334	680.788.705
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	23.339.526	23.293.566
Fonds pour risques bancaires généraux		171.046.532	183.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves		702.577.294	766.712.180
Résultat de l'exercice	3.	64.134.886	68.933.123
TOTAL PASSIF	6.7.	36.016.576.215	36.336.608.699
HORS-BILAN			
Engagements	7.2.	2.681.227.639	2.415.144.463
Opérations fiduciaires		1.503.144.054	1.972.706.280

(*) les notes renvoient à l'annexe



COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2003

	<u>Notes</u> (*)	2002	(en euros) 2003
Intérêts et produits assimilés		2.239.979.339	2.028.360.051
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		626.075.216	601.801.384
Intérêts et charges assimilées		-1.980.073.568	-1.780.755.487
Revenus de valeurs mobilières		34.444.382	22.361.644
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		2.955.059	2.566.388
- revenus de participations		23.373.266	9.887.110
- revenus de parts dans des entreprises liées		8.116.057	9.908.146
Commissions perçues		98.933.874	96.666.057
Commissions versées		-42.956.417	-36.513.205
Résultat provenant d'opérations financières		-38.681.099	13.440.358
Autres produits d'exploitation	9.2.	10.744.382	18.896.332
Frais généraux administratifs:		-193.873.728	-196.344.124
- frais de personnel	10.1., 10.2.	-130.783.897	-137.311.149
dont: salaires et traitements		-105.054.003	-107.917.491
charges sociales		-22.148.763	-25.798.038
dont: charges sociales couvrant les pensions		-16.404.449	-20.375.877
- autres frais administratifs		-63.089.831	-59.032.974
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-36.117.111	-34.569.128
Autres charges d'exploitation	9.3.	-18.876.444	-18.336.507
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-6.032.906	-10.009.997
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	-5.500.728
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		3.255.027	-
A REPORTER:		70.745.731	97.695.266

(*) les notes renvoient à l'annexe





	<u>Notes</u> ^(*)	2002	(en euros) 2003
REPORT:		70.745.731	97.695.266
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-714.961	-
Reprises aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-	45.959
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-	-12.000.000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	9.4.	-6.782.708	-16.801.472
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		63.248.062	68.939.753
Produits exceptionnels	9.5.	1.141.945	440.650
Charges exceptionnelles	9.6.	-	-188.116
Résultat exceptionnel		1.141.945	252.534
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-255.121	-259.164
RESULTAT DE L'EXERCICE		64.134.886	68.933.123
AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)	3.		
BENEFICE DISPONIBLE			
Bénéfice reporté			
Bénéfice de l'exercice		64.134.886	68.933.123
TOTAL		64.134.886	68.933.123
AFFECTATION DU BENEFICE			
Transfert aux réserves		64.134.886	68.933.123
Solde à reporter à nouveau			
TOTAL		64.134.886	68.933.123

(*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2003

NOTE 1

GENERALITES

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

NOTE 2

PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2003 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

2.1. ACTIFS IMMOBILISES

2.1.1. ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%



Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans les charges de l'exercice.

2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du "lower of cost or market" est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur, en fonction de leur caractère durable.

2.2. ACTIFS CIRCULANTS

2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus. L'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution

de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) est amorti sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio se fait à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Aux 31 décembre 2002 et 2003, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe de l'évaluation suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice suivant.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".





2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés pour leur valeur notionnelle à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des opérations à terme non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

NOTE 3

AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 2003 de 68,93 millions d'euros (64,13 millions d'euros en 2002) est à affecter aux réserves.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune afin de bénéficier de l'exonération de cet impôt pour l'exercice 2003. Suivant les dispositions fiscales en vigueur, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

NOTE 4

ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Aux 31 décembre 2002 et 2003, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.

NOTE 5

RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF

5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF

a. Echancier des actifs financiers primaires

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2003 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2003
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1.148,30	-	-	-	1.148,30
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	2.340,18	1.081,22	1.060,36	3,96	4.485,72
Créances sur les établissements de crédit	8.695,68	2.303,66	414,29	58,47	11.472,10
Créances sur la clientèle	1.574,47	360,63	1.017,57	4.448,98	7.401,65
Crédit-bail	1,42	2,89	28,39	10,06	42,76
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.127,47	1.572,08	6.236,05	1.344,12	10.279,72
	<u>14.887,52</u>	<u>5.320,48</u>	<u>8.756,66</u>	<u>5.865,59</u>	<u>34.830,25</u>



31.12.2002 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2002
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	770,90	-	-	-	770,90
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	1.624,69	1.566,84	1.145,64	17,46	4.354,63
Créances sur les établissements de crédit	9.353,81	2.377,52	468,34	127,88	12.327,55
Créances sur la clientèle	1.830,08	453,00	1.282,39	4.276,10	7.841,57
Crédit-bail	1,58	2,35	26,23	11,45	41,61
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.067,13	1.805,23	4.832,50	1.412,51	9.117,37
	<u>14.648,19</u>	<u>6.204,94</u>	<u>7.755,10</u>	<u>5.845,4</u>	<u>34.453,63</u>

b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

en millions d'euros	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	2002	2003	2002	2003
Créances sur la clientèle	107,75	46,11	7,42	7,78
Crédit-bail	0,02	0,01	-	-

c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Organe d'administration	0,54	0,44
Organe de direction (5 directeurs)	0,57	0,42
Total	1,11	0,86



d. Crédit bail

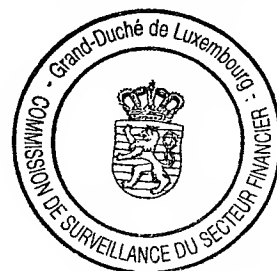
Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

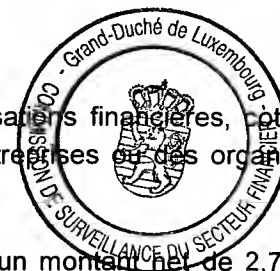
	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,40	0,63
Opérations avec la clientèle	41,21	42,13
Total	41,61	42,76

e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique

31.12.2003 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	10.840,83	7.249,34	42,76	7.893,55	175,11	26.201,59
Europe de l'Est	52,59	47,00	-	14,06	-	113,65
Amérique du Nord	324,27	41,10	-	875,23	3,15	1.243,75
Amérique latine	-	12,43	-	0,07	-	12,50
Asie	99,90	7,32	-	48,94	0,32	156,48
Supranationaux	3,36	-	-	229,06	-	232,42
Autres	151,15	44,46	-	1.309,32	0,78	1.505,71
Total	11.472,10	7.401,65	42,76	10.370,23	179,36	29.466,10

31.12.2002 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	12.038,28	7.572,72	41,61	6.822,45 1	181,98	26.657,04
Europe de l'Est	27,60	34,94	-	15,07	-	77,61
Amérique du Nord	97,81	113,7	-	829,53	4,10	1.045,14
Amérique latine	0,39	18,41	-	5,09	-	23,89
Asie	34,58	12,86	-	69,44	0,04	116,92
Supranationaux	14,29	-	-	218,89	-	233,18
Autres	114,59	88,94	-	1.291,18	0,7	1.495,41
Total	12.327,54	7.841,57	41,61	9.251,65	186,82	29.649,19





5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 2.790,07 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 3.006,63 millions d'euros au 31 décembre 2002.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	6.243,83	7.180,77
Valeurs non admises à une cote officielle	3.007,82	3.189,46
Total	9.251,65	10.370,23

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	6.114,75	6.904,57
Titres du portefeuille de placement	3.002,62	3.375,15
Titres du portefeuille de négociation	134,28	90,51
Total	9.251,65	10.370,23

d. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 90,62 millions d'euros au 31 décembre 2003 contre 134,41 millions d'euros au 31 décembre 2002.

5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	112,44	111,98
Valeurs non admises à une cote officielle	74,38	67,38
Total	186,82	179,36

b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	143,75	135,38
Titres du portefeuille de négociation	43,07	43,98
Total	186,82	179,36

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 44,02 millions d'euros au 31 décembre 2003 contre 43,07 millions d'euros au 31 décembre 2002.

d. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 29,93 millions d'euros au 31 décembre 2003 (0,79 millions d'euros au 31 décembre 2002).

5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	33,14	33,14
Valeurs non admises à une cote officielle	49,41	48,35
Total	82,55	81,49

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 0,08 millions d'euros au 31 décembre 2003 et 2002.

5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	6,69	6,79
Total	6,69	6,79

b. Aux 31 décembre 2002 et 2003, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

5.6. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 189,71 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 196,44 millions d'euros au 31 décembre 2002.



5.7. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	100,29	118,47
Investissement du fonds de pension	142,70	152,79
Métaux précieux	0,21	0,45
Autres	7,05	0,94
Total	250,25	272,65



5.8. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.02	EUR	0,31	0,15
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.02	EUR	2,06	5,54
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.02	EUR	2,48	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	92,80	31.12.02	EUR	0,08	2,82
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	88,57	30.09.03	EUR	0,08	-
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	85,37	30.09.03	EUR	0,08	1,81
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	82,67	31.12.02	EUR	0,08	0,88
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	81,00	30.09.03	EUR	0,08	0,54
Lux-Small & Mids Caps Advisory, Luxembourg	89,50	31.03.03	EUR	0,09	-
Lux Index Advisory	84,62	31.03.03	USD	0,09	0,13
Lux-Investment Advisors	80,00	(**)	EUR	0,13	-
Lux-Pension Advisory	76,00	31.03.03	EUR	0,08	-
ATAG Asset Management Luxembourg	45,00	31.12.02	EUR	2,46	0,20
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.02	EUR	43,26	1,75
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.02	EUR	62,91	4,11
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	27,00	31.12.02	EUR	2,19	0,23
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	27,03	31.12.02	EUR	5,32	0,16
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,29	31.12.02	EUR	0,41	0,29
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	25,27	31.12.02	EUR	1,26	0,34
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,70	31.12.02	EUR	27,58	3,89
European Fund Administration S.A., Luxembourg	21,50	31.12.02	EUR	12,68	-
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.02	EUR	6,26	0,98

(*) Données extraites des derniers comptes disponibles

(**) pas encore de bilan disponible



5.9. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2003 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

Montants en
millions
d'euros

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	86,45	0,32	-0,50	-0,65	85,62			
Parts des entreprises liées	6,78	0,09	-	-	6,87			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	6.172,31	3.215,74	-2.104,99	-323,12	6.959,94			
Total des Immobilisations financières	6.265,54	3.216,15	-2.105,49	-323,77	7.052,43	-59,58		6.992,85
Actifs corporels								
Terrains et constructions	263,00	1,85	-1,38	-	263,47	-72,64	-	190,83
Installations techniques	139,12	18,82	-28,44	-	129,50	-109,95	28,44	47,99
Autres installations, outillage et mobilier	5,09	0,05	-1,10	-	4,04	-2,83	-	1,21
Total des Actifs corporels	407,21	20,72	-30,92	-	397,01	-185,42	28,44	240,03
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	6.672,75	3.236,87	-2.136,41	-323,77	7.449,44	-216,56		7.232,88



5.10. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 9,59 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 8,60 millions d'euros au 31 décembre 2002.

En ce qui concerne valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2003 se chiffre à 57,10 millions d'euros, contre 37,63 millions d'euros au 31 décembre 2002.

5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Emetteurs de première qualité	544,92	555,70

5.12. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2003, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent un montant de 2.970,11 millions d'euros contre 3.108,43 au 31 décembre 2002.

5.13. ACTIFS SUBORDONNES

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	11,75	11,75
Créances sur la clientèle	56,49	48,91
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	143,59	153,15
Total	211,83	213,81

Au 31 décembre 2003, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

5.14. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant de 12.577,29 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 11.434,10 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



NOTE 6**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2003 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	7.677,85	456,87	12,06	70,60	8.217,38
Dettes envers la clientèle	15.264,48	590,67	73,15	41,00	15.969,30
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	9.030,71	590,67	73,15	41,00	9.735,53
Dettes représentées par un titre	3.946,23	1.487,97	1.145,01	2.548,57	9.127,78
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	3.338,56	1.487,97	1.145,01	2.548,57	8.520,11
Passifs subordonnés	-	66,93	277,61	336,25	680,79
	<u>26.888,56</u>	<u>2.602,44</u>	<u>1.507,83</u>	<u>2.996,42</u>	<u>33.995,25</u>
31.12.2002 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	7.075,80	402,91	32,15	114,63	7.625,49
Dettes envers la clientèle	13.595,77	801,31	100,29	45,66	14.543,03
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	7.528,63	801,31	100,29	45,66	8.475,89
Dettes représentées par un titre	5.544,15	1.767,54	1.411,76	2.083,02	10.806,47
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	4.588,69	1.713,66	1.411,76	2.083,02	9.797,13
Passifs subordonnés	-	24,79	215,67	445,56	686,02
	<u>26.215,72</u>	<u>2.996,55</u>	<u>1.759,87</u>	<u>2.688,87</u>	<u>33.661,01</u>

b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Dettes sur la clientèle	140,85	297,87	46,00	45,04

c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne

Les dépôts d'épargne, représentant 3.711,39 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 3.499,12 millions d'euros au 31 décembre 2002, sont classés intégralement "à vue".



d. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 607,67 millions d'euros au 31 décembre 2003 contre 1.009,34 millions d'euros au 31 décembre 2002.

6.2. AUTRES PASSIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:



	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	224,45	279,93
Créanciers privilégiés ou garantis	8,84	9,53
Créanciers divers	0,44	0,49
Fonds de pension en faveur du personnel	142,70	152,79
Autres	7,82	9,70
Total	384,25	452,44

6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

Au 31 décembre 2003 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 35,19 millions d'euros (17,40 millions d'euros au 31 décembre 2002) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 10,94 millions d'euros (3,87 millions d'euros au 31 décembre 2002) pour le portefeuille de placement.

6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2003 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions d'euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1994-2004	EUR	29,75	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	EUR	37,18	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	EUR	49,58	7,010%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	EUR	49,58	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	EUR	49,58	6,010%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	79,29	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49,58	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	14,16	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2002-2012	EUR	4,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2012	EUR	5,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2022	EUR	50,00	Fl. Rate	19.11.2022
Emprunt 2003-2013	JPY	37,09	Fl. Rate	19.03.2013
Total		680,79		

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2003, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 567,75 millions d'euros, contre 596,28 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 31,44 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 31,78 millions d'euros au 31 décembre 2002 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 2003, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 23,29 millions d'euros, contre 23,34 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles et amorties linéairement au taux de 2% par année.

6.6. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à 173,53 millions d'euros. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 11.128,97 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 12.561,57 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

NOTE 7

RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

7.1 PASSIFS EVENTUELS

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	131,60	112,65
Crédits documentaires	176,71	184,06
Contre-garanties	177,82	251,98
Autres	1,59	179,43
Total	487,72	728,12

Aux 31 décembre 2003 et 2002, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.



7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Ventes à terme d'actifs	1,02	-
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	0,01	0,01
Crédits confirmés, non utilisés	2.361,58	2.374,20
Règlement d'opérations au comptant	296,43	31,75
Autres	22,19	9,18
Total	2.681,23	2.415,14



Au 31 décembre 2003, les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 1,40 millions d'euros, contre 0,26 millions d'euros au 31 décembre 2002.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,15 millions d'euros au 31 décembre 2003, contre 0,14 millions d'euros au 31 décembre 2002.

7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**a. Analyse par échéance**

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2003 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2003
<u>Opérations liées aux taux de change</u>					
<u>Contrats 'over the counter' (OTC):</u>					
Forex swaps *	7.231,43	-	6,06	-	7.237,49
Cross-currency interest rate swaps *	116,23	135,83	382,12	180,63	814,81
Options **	223,77	-	-	-	223,77
Autres	99,56	-	-	-	99,56
Total des opérations liées aux taux de change	7.670,99	135,83	388,18	180,63	8.375,63
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>					
<u>Contrats 'over the counter' (OTC):</u>					
Interest rate swaps	9.541,45	12.211,93	9.870,82	2.923,42	34.547,62
Options **	2.932,56	-	-	-	2.932,56
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	12.474,01	12.211,93	9.870,82	2.923,42	37.480,18

31.12.2003 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2003
Opérations liées à d'autres cours du marché					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Options **	1.029,24	-	-	-	1.029,24
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.029,24	-	-	-	1.029,24

31.12.2002 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2002
Opérations liées aux taux de change					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Forex swaps *	3.076,49	1.412,47	11,97	6,64	4.507,57
Change à terme *	1,31	0,06	-	-	1,37
Cross-currency interest rate swaps *	13,21	146,61	495,88	85,94	741,64
Options **	1.059,00	-	-	-	1.059,00
Autres	727,82	-	-	-	727,82
Total des opérations liées aux taux de change	4.877,83	1.559,14	507,85	92,58	7.037,40

Opérations liées aux taux d'intérêts					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Interest rate swaps	13.505,32	11.485,15	7.277,36	2.606,01	34.873,84
Options **	2.676,76	-	-	-	2.676,76
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	16.182,08	11.485,15	7.277,36	2.606,01	37.550,60

Opérations liées à d'autres cours du marché**Marché réglementé****Contrats 'over the counter' (OTC):**

Options **	1.163,59	-	-	-	1.163,59
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.163,59	-	-	-	1.163,59

* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 8.2.1)

** Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 8.2.1)

Les opérations sus-mentionnées sont traitées exclusivement dans un but de couverture.



Dans ce cadre les opérations les plus courantes dans lesquelles interviennent les instruments dérivés sont :

- le refinancement des actifs et passifs en devises par des swaps de change;
- la gestion du risque sur taux d'intérêt par l'utilisation d'IRS (Interest Rate Swaps) dans le cadre des émissions du programme EMTN, des actifs du portefeuille-titres et du portefeuille des crédits internationaux, ainsi qu'au niveau des activités de trésorerie;
- la couverture d'options de rachat anticipatif émises par la Banque, dans le cadre de son programme EMTN, par l'achat d'options sur IRS (swaptions) permettant à la Banque de clôturer anticipativement l'IRS de couverture d'une émission EMTN en cas de remboursement de celle-ci avant échéance.

Au 31 décembre 2003, les seuls instruments dérivés négociés sur le marché organisé sont les futures pour une valeur notionnelle de 100,60 mio d'euros, alors qu'au 31 décembre 2002, il n'y avait pas d'instruments dérivés négociés sur le marché organisé.

7.4. Services de gestion et de représentation à des tiers

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

NOTE 8

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RISQUE DE CREDIT

8.1. Analyse du risque de crédit des éléments bilantaires

Actifs à risque 31.12.2003 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	5.000,10	3,99	4.996,11	-	4.996,11
Etablissements de crédit	18.070,45	76,52	17.993,93	2.899,72	15.094,21
Etablissements financiers	1.157,56	64,19	1.093,37	795,01	298,36
Clientèle	10.166,97	207,47	9.959,50	4.479,56	5.479,94
Total	34.395,08	352,17	34.042,91	8.174,29	25.868,62

Actifs à risque 31.12.2002 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	5.560,90	3,63	5.557,26	-	5.557,26
Etablissements de crédit	18.365,07	82,67	18.282,40	1.314,13	16.968,27
Etablissements financiers	1.607,22	75,88	1.531,34	1.073,60	457,74
Clientèle	9.668,06	234,66	9.433,41	4.209,82	5.223,59
Total	35.201,25	396,84	34.804,41	6.597,55	28.206,86

* Le montant à risque des instruments financiers de l'actif du bilan correspond au coût d'acquisition de ceux-ci.

Les éléments d'actif à risque intègrent des immobilisations financières résultant des titrisations de créances à hauteur de 27,06 millions d'euros au 31.12.2003, contre 30,40 millions d'euros au 31.12.2002.



17-02-2011

L'analyse et l'évaluation des risques sur clients débiteurs ainsi que des risques-pays se font sur base des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs et de la situation financière propre de chaque débiteur. Tous les risques identifiés à la clôture ont été couverts adéquatement par le biais de corrections de valeur.

Les garanties réelles se décomposent de la façon suivante :

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Hypothèques (prêts au logement)	3.913,46	4.182,03
Opérations de mise en pension	2.347,94	3.629,77
Autres *	336,14	362,49
Total	6.597,54	8.174,29

* Les autres garanties sont constituées par des dépôts de titres ou des dépôts en espèces.

S'ajoutent à ces garanties réelles des garanties personnelles couvrant les risques sur éléments d'actif à concurrence de 6.601,78 millions d'euros au 31.12.2003 contre 6.497,09 millions d'euros au 31.12.2002.

8.2. Analyse des instruments dérivés

Instrument dérivé réparti en fonction des contreparties	Montant à risque net 31.12.2003 en millions d'euros	Montant à risque net 31.12.2002 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	75,77	26,77
Clientèle	12,62	16,91
Total	88,39	43,68



Le montant à risque net des instruments dérivés (hors-bilan) repris dans le présent rapport équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

8.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT POUR LES INSTRUMENTS DERIVES TRAITES HORS MARCHÉ ORGANISÉ EN FONCTION DES TYPES DE CONTRATS DE COMPENSATION

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, les fonds propres, la liquidité et la

qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché et la qualité du management.



a. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2003 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	9.480,72	42,64	100,69
A ⁺ - A ⁻	1.930,74	-	15,94
Total	11.411,46	42,64	116,63

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2002 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	16.296,55	23,21	117,24
A ⁺ - A ⁻	793,84	0,07	15,77
BBB ⁺ - BB ⁺	177,34	-	6,14
Total	17.267,73	23,28	139,15

Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivates Association) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

b. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2003 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	17.291,19	89,66	64,66	25,00	152,40
A ⁺ - A ⁻	17.272,56	21,03	12,90	8,13	99,36
Total	34.563,75	110,69	77,56	33,13	251,76

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2002 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA	24.117,78	1,24	-	1,24	174,56
A+ - A	2.491,54	2,25	-	2,25	42,86
Total	26.609,32	3,49	-	3,49	217,42

La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.

c. Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation

	Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
31.12.2003	Unrated	810,29	12,62	18,62
31.12.2002	Unrated	1.145,71	16,91	36,84

* Les coûts de remplacement nets négatifs ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés. Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.



**NOTE 9****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****9.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

9.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Reprise de la provision de passage à l'euro	2,23	-
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,29	2,24
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque	0,89	0,73
Décompte de TVA	1,66	0,03
Bénéfice sur vente de participations	0,04	0,12
Reprise d'impôts des exercices antérieurs	-	13,54
Autres	3,63	2,24
Total	10,74	18,90

9.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	12,61	12,94
Autres	6,27	5,40
Total	18,88	18,34

9.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES

A partir de l'exercice 1998 et jusqu'à l'exercice 2001, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune, dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. A compter de l'exercice 2002, la charge d'impôt sur la fortune a été directement réduite en conséquence.

Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

9.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Au 31 décembre 2003, la Banque a réalisé des produits exceptionnels à hauteur de 0,44 millions d'euros lors de la vente d'immeubles, contre 1,14 millions d'euros au 31 décembre 2002.

9.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

Au 31 décembre 2003, la Banque a enregistré des charges exceptionnelles à hauteur de 0,19 mio d'euros lors de la vente d'immeubles alors qu'elle n'avait pas accusé de charges exceptionnelles au 31 décembre 2002.

NOTE 10**AUTRES RENSEIGNEMENTS****10.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2003 s'établit comme suit:

	31.12.2002	31.12.2003
Direction	5	5
Employés	1.775	1.757
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	165	173
Total	1.780	1.762

10.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2003 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,07	0,12
Organe de direction	(5 directeurs)	0,68	0,71
Total		0,75	0,83

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2003 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.2002	31.12.2003 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,40	0,26
Total		0,40	0,26



ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Armand BERCHEM	Expert-comptable, Niederanven
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel, Kehlen
	M. Patrick GILLEN	Directeur du contrôle financier au Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES	Représentant du Personnel, Luxembourg
	M. Marc ORIGER	Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg
	M. Gaston REINESCH	Administrateur Général au Ministère des Finances, Schiffflange
	M. Georges SCHMIT	Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

**COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE**

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION (jusqu'au 31 janvier 2004)**PRESIDENT**

M. Raymond KIRSCH

Directeur Général, Steinsel

MEMBRES

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général adjoint, Foetz

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Michel BIREL

Directeur, Moutfort

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

COMITE DE DIRECTION (du 1^{er} février au 29 février 2004)**PRESIDENT**

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Michel BIREL

Directeur, Moutfort

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

COMITE DE DIRECTION (à partir du 1^{er} mars 2004)**PRESIDENT**

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

Directeur, Moutfort

REVISEUR EXTERNE

DELOITTE SA

Réviseur d'entreprises

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 16 mars 2004

Luxembourg, le 16 mars 2004

Pour le Conseil d'administration

Victor ROD
Président



CHIFFRES CLES EN EUROS

	2001	2002	2003 en milliers d'euros	Variation en % 2003/2002
SOMME DU BILAN	35.644.390	36.016.576	36.336.609	+0,9%
Dettes envers les établissements de crédit	7.366.714	7.625.492	8.217.384	+7,8%
Dettes envers la clientèle	14.538.785	14.543.035	15.969.303	+9,8%
Dettes représentées par un titre	10.757.449	10.806.472	9.127.784	-15,5%
Créances sur les établissements de crédit	11.818.824	12.327.544	11.472.100	-6,9%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	4.380.259	4.357.058	4.488.530	+3,0%
Créances sur la clientèle	7.730.044	7.841.566	7.401.654	-5,6%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	9.051.139	9.251.652	10.370.228	+12,1%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	1.047.159	1.111.284	1.192.217	+7,3%
PRODUIT NET BANCAIRE (2)	313.077	311.647	343.559	+10,2%
Frais généraux administratifs	184.151	193.874	196.344	+1,3%
BENEFICE NET	70.146	64.135	68.933	+7,5%
CASH-FLOW (3)	130.111	109.910	128.309	+16,7%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	13,66%	14,59%	14,75%	-
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)	8,55%	9,32%	9,82%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.774	1.779,5	1.762	-1,0%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.614	1.618,5	1.602	-1,0%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.
 (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.
 (3) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.

Enregistré à Luxembourg – Sociétés,

Le 27 AVR. 2004

Référence: LSO... AP1 04737

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.-€

Droit de timbre : 90.-€

Total : 102€

Le Receveur,

